



YouTube



Dimanche

17 décembre 2023

16 pages

No. 602

Gratuit

Financial Crimes Commission

## Surveillance : Intrusion indécente

Navin Ramgoolam

« GM pe vinn  
bhai-looké »



Bruneau Laurette :

« Ce projet de loi  
légalise le 'sniffing'  
et l'espionnage »



Rencontre avec l'Attorney General

**Le Bar Council évoque de fortes réserves  
sur les pouvoirs étendus du DG**

Interview



Dr Farhad Aumeer :

« L'exécutif veut  
régler ses comptes  
avec le DPP qui est  
gênant pour lui »

Premier League

Liverpool vs Man Utd



**Les Diabes Rouges  
dans la gueule  
du loup à Anfield**

Hausse du salaire minimum et compensation salariale

Amar Deerpalsing :

« Ce serait un coup dur pour les PME »

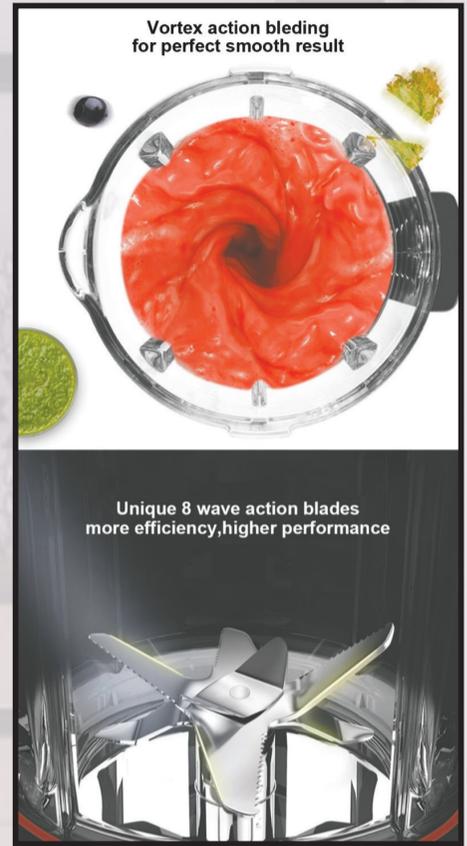


Téléchargez

votre copie gratuite  
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

**Nutritious and delicious easy operation**



**Cold and hot applicable**  
suitable for all seasons

**Hot Drink**

**Cold Drink**

**Dry Grinding**

**Thickened borosilicate glass jar**

**300°C**  
Resistance to cold and heat shock

**Five layers**  
Composite cup

**health**  
Thickened borosilicate glass

- ⊙ Trace element layer
- ⊙ Antioxidant ion layer
- ⊙ Nanoglobulin layer
- ⊙ Water molecule activated layer
- ⊙ Harden Tempered layer



**Represented by**  
**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**  
 1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House  
 54, SSR street, Port-Louis.  
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

FCC

## Bruneau Laurette : « Ce projet de loi légalise le 'sniffing' et l'espionnage »

Personne ne sera à l'abri. L'aspect 'Intrusive Surveillance' de la 'Financial Crimes Commission' (FCC) fait froid dans le dos. Si, dans un premier temps, l'objectif demeure la lutte contre la fraude, la corruption et le terrorisme, ces méthodes de surveillance avancées soulèvent des interrogations. La section 66 (2) évoque des techniques de surveillance dignes des productions hollywoodiennes d'espionnage. 'Intrusive Surveillance' et 'Équipement Interception' sont les deux maîtres-mots.

Selon le dirigeant de One Moris, Bruneau Laurette, le directeur général de la FCC, avec la bénédiction du PMO, aura la mainmise sur la vie privée de tous les citoyens de la République. « Même les juges et magistrats ne seront pas à l'abri. Les capitalistes ainsi que le 'petit Mauricien' passeront dans le bain de ces technologies d'espionnage de fabrication israélienne », explique-t-il. Ce dernier évoque également la légalisation du 'sniffing' par ce projet de loi. « Des 'IMSI Catchers' seront utilisés sur le territoire mauricien. Nos appels, messages et équipements connectés ne seront pas épargnés ! », déplore l'activiste.

### 'IMSI Catchers' – Interceptions des appels et SMS

Les 'International Mobile Subscriber Identity (IMSI) Catchers', également connus sous le nom de 'Stingrays', sont des dispositifs de surveillance électronique qui permettent de recueillir des informations sur les téléphones portables, et sont utilisés pour intercepter les données de télécommunication. Les 'IMSI Catchers' fonctionnent en exploitant les vulnérabilités des réseaux de téléphonie mobile, en particulier celles présentes dans le protocole 2G. Ils agissent comme de fausses antennes opérateurs, trompant ainsi les téléphones portables à proximité pour qu'ils se connectent au dispositif. Les 'IMSI Catchers' interceptent ensuite les signaux entre le téléphone portable et la véritable antenne, collectant ainsi les informations de communication.

L'IMSI Catchers' nécessite un certain niveau de sophistication technique pour être efficace. Il doit être capable de générer un signal suffisamment puissant pour attirer les téléphones mobiles à proximité et les convaincre de se connecter à son réseau plutôt qu'à celui des opérateurs de téléphonie mobile (par exemple : Mauritius Telecom, EMTEL ou MTML).

Une fois que le téléphone portable est connecté à l'IMSI Catchers', l'appareil peut recueillir toutes sortes de données sur le téléphone, y compris le numéro IMSI (International Mobile Subscriber

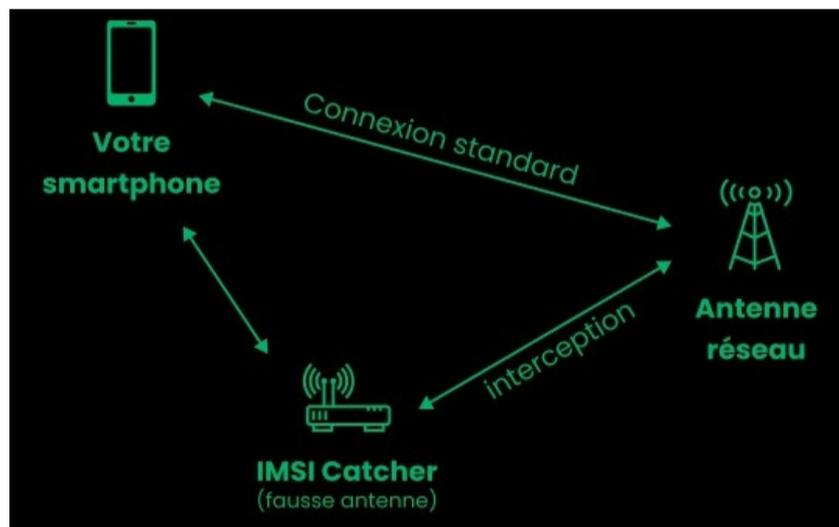
Identity) qui identifie le téléphone portable ainsi que le numéro de téléphone. Les IMSI Catchers peuvent intercepter les communications téléphoniques, les SMS et les données Internet échangées par le téléphone portable. Ils peuvent également utiliser la localisation GPS pour suivre la position du smartphone.

### Mainmise du PMO

Bruneau Laurette parle également d'une mainmise totale du PMO sur les équipements de surveillance. « Où se trouve la Cellule Anti-Terrorisme à Maurice ? Qui nomme le directeur général de la FCC ? Qui nomme le directeur général de l'ICAC ? Je



également l'insistance du gouvernement à encourager les Mauriciens à refaire un enregistrement des cartes SIM. « Pensez-vous que c'est une coïncidence ? », demande Bruneau Laurette.



demande aux Mauriciens de faire le lien et d'en tirer leurs propres conclusions sur ce qui nous attend dès la promulgation de cette loi ! », dit le dirigeant de One Moris.

Il avertit par ailleurs la population que même un juge n'aura pas le pouvoir d'empêcher la surveillance intrusive du gouvernement sur les Mauriciens. Il attire l'attention sur le fait que personne ne sera à l'abri et craint que la loi sera utilisée à des fins purement politiques et machiavéliques. « Ils vont tout écouter et surveiller ! Nul ne sera libre dans ce pays. Posez-vous la question : pourquoi avoir rendu obligatoire le réenregistrement des cartes SIM ? », interroge Bruneau Laurette.

### Fibre optique, carte SIM et Bugging !

Comme dans les films d'espionnage, des 'bugging devices' pourront être installés sur les équipements de communication en toute légitimité, selon Bruneau Laurette. « Ils vont vous faire croire que ce sont des agents de réparation de Telecom, mais en réalité, ce seront des agents du PMO qui vont venir installer des boîtiers ou balises en toute impunité chez vous. Ils seront mandatés par la loi pour le faire et rien ni personne ne pourra les en empêcher ! », dit l'activiste. Ce dernier évoque

À partir du 31 octobre 2023, l'Information and Communication Technologies (Registration of SIM) Regulations 2023' est entré en vigueur, conformément aux recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur le trafic de drogue. Cette nouvelle réglementation impose que tous les détenteurs de cartes SIM de la République de Maurice réenregistrent leur(s) carte(s) SIM. L'objectif principal de cette initiative est de garantir que chaque carte SIM utilisée soit enregistrée au nom de son utilisateur, dans le but de protéger les abonnés contre divers types de fraudes, d'usurpations d'identité et d'autres actes malveillants.

Concernant le remplacement des câbles en cuivre par les fibres optiques par Mauritius Telecom, Bruneau Laurette évoque la thèse que c'était une manœuvre pour faciliter le 'tapping' des données. « Cette loi tant convoitée par le gouvernement de Pravind Jugnauth vise à légaliser le 'Sniffing'. Nul ne sera à couvert ! Les Mauriciens seront surveillés en permanence (...), les appels seront écoutés, vos mouvements seront tracés, et même vos maisons seront surveillées ! Dans une démocratie, ce n'est pas la norme. Les agents vous suivront comme dans Matrix ! », conclut-il.

## Financial Crimes Commission Surveillance : Intrusion indécrite

Pour Rajen Narsinghen, 'Senior Lecturer' à l'Université de Maurice, l'aspect accru de la surveillance de la 'Financial Crimes Commission' sera un outil dangereux entre de mauvaises mains. Il est d'avis que le projet de loi comporte de nombreuses zones d'ombre concernant le mode de surveillance des personnes suspectées d'être impliquées dans des délits de fraude financière. « C'est un 'very bad drafting' et 'very confusing', notamment la clause de 'surveillance intrusive'. La population ne sera pas à l'abri des abus. C'est extrêmement dangereux », explique l'académicien.

Il évoque également le processus pour obtenir l'autorisation d'un juge en chambre afin de surveiller quelqu'un. Rajen Narsinghen déplore le fait qu'une surveillance de ce genre existe dans peu de pays démocratiques. « La condition d'avoir des 'reasonable suspicion' est très subjective. Il faudrait qu'il y ait des 'prima facie evidences' pour pouvoir lancer une surveillance sur une personne. Maîtresses, 35 ek tou ou activités pou être dévoiler », lance-t-il avec un brin d'humour.

Le député du PMSD, Kushal Lobine, est catégorique. Selon lui, plusieurs clauses dans ce projet de loi vont à l'encontre de la loi. « L'opposition parlementaire n'est pas d'accord avec cette loi. La plupart des clauses vont à l'encontre de la loi et de la constitution. Le mode de nomination du directeur général laisse planer beaucoup de doutes sur le fonctionnement de la 'Financial Crimes Commission' », s'insurge-t-il. Ce dernier parle aussi d'un 'rebranding' de l'ICAC. « C'est un 'revamping' de mauvais goût. L'avènement de la FCC sera plus grave que l'ICAC ! », martèle-t-il.

Le chef de file du Parti Travailleiste au parlement, Arvin Boollell, évoque « The Big Brother is watching You ! Ce projet de loi doit être jeté à la poubelle ! », soutient-il. « On pourrait même dire que c'est le KGB qui nous surveille », ajoute-t-il. Reza Uteem, du MMM, est d'avis que ce projet de loi a été taillé sur mesure pour blanchir les membres du gouvernement. Lors de son discours au parlement le mardi 12 décembre, le député mauve a fait comprendre qu'il n'est pas complètement contre cette loi, mais qu'il déplore des lacunes dans certaines clauses du projet de loi, notamment sur l'aspect de la surveillance. « On ne peut pas mettre les gens sur écoute ! », martèle-t-il.

## EDITO



Par Zahirah RADHA  
Rédactrice-en-chef

## Retour de manivelle

Que voulait Pravind Jugnauth démontrer en brandissant le *casefile* d'Eshan Juman à l'Assemblée nationale, mardi dernier ? Sa tentative grossière et déplacée de démontrer une quelconque complicité entre le bureau du DPP et le PTR a tourné en eau de boudin. La réplique du bureau de Me. Rashid Ahmine a été cinglante, sans équivoque, en renversant, dans la même foulée, la table sur le Premier ministre, non seulement pour ses insinuations faites sous l'immunité parlementaire, mais aussi pour avoir en sa possession le *casefile* en question. Dans sa hargne désespérée contre ses opposants politiques et l'institution respectée qu'est le bureau du DPP, le Premier ministre a creusé sa propre tombe. Il a donné la preuve qu'il tire les ficelles de la police. Il a confirmé que le principe de séparation des pouvoirs est inexistant pour lui. Il a déclenché la perception qu'il n'est pas impossible pour lui d'avoir accès à d'autres *casefiles*. Ce qui nous pousse inévitablement à penser aux dossiers de Yogida Sawmynaden et l'affaire Kistnen pour ne citer que ceux-là.

Si Pravind Jugnauth a une si grande influence sur la police, au point de l'afficher publiquement, imaginez maintenant ce qu'il sera capable de faire si les pouvoirs du DPP sont conférés à celui qu'il nommera à la tête de la 'Financial Crimes Commission' (FCC). Le risque qu'il impose et qu'il dicte sa propre loi est réelle. Il fera ce que bon lui semble quand bon lui chante. S'il a pu pousser l'ICAC à changer de position dans l'affaire Medpoint, ce ne sera pour

Pravind Jugnauth qu'un jeu d'enfant pour mener la FCC à la baguette pour parvenir à ses fins. Nul besoin d'être sorcier d'ailleurs pour savoir que c'est Navin Ramgoolam qu'il vise. Avec la nouvelle loi, une fois que celle-ci sera votée, il pourra, à travers son nommé politique, l'espionner à sa guise, probablement avec les appareils acquis par le PMO auprès d'une compagnie israélienne, le faire arrêter et le détenir pour une période indéterminée, en abusant du système des charges provisoires. Il pourra, bref, lui rendre la vie infernale avec le seul et unique but de jeter à terre son seul et unique challenger juste avant les prochaines élections générales, dont Pravind Jugnauth seul connaît la date.

Mais Pravind Jugnauth peut planifier autant qu'il veut, c'est finalement l'électorat qui aura le dernier mot. L'histoire se souviendra d'ailleurs que Cehl Meeah avait pu se faire élire comme conseiller municipal en 2000 alors qu'il était en prison, sans qu'il ne fasse campagne sur le terrain. Preuve que même dans le pire des cas, c'est la population qui rendra son verdict. Surtout quand son porte-monnaie est en souffrance. Quand ses libertés sont menacées. Quand l'éducation et l'avenir de ses enfants sont compromis. Quand la drogue et la criminalité sont en hausse. Quand la méritocratie et la bonne gouvernance sont inexistantes. Quand les petits copains sont protégés alors qu'on prétend mener une guerre contre la fraude et la corruption. Ainsi, Pravind Jugnauth devra se méfier du retour de manivelle s'il persiste avec sa décision d'aller de l'avant avec la FCC sous sa forme actuelle...

## Navin Ramgoolam « Gouvernement pe vinn bhai-looké »

Le leader du Parti Travailliste, Navin Ramgoolam, s'est adressé à la presse, ce vendredi 15 décembre, après un dépôt de gerbes au Samadhi de Sir Seewoosagar Ramgoolam à Pamplemousses. Le leader des rouges n'a pas mâché ses mots contre le gouvernement de Pravind Jugnauth.

Navin Ramgoolam a vivement critiqué la mise en place du 'Financial Crimes Commission Bill'. « Gouvernement pe vinn bhai-looké la avek sa la loi la ! », aurait-il lancé aux journalistes présents. « Cette législation change toutes les procédures d'enquête, modifie toutes les poursuites au pénal. Elle confisque nos droits fondamentaux et l'État de droit vole en éclats », a martelé le leader du PTR.

a également déploré le fait que le PM, Pravind Jugnauth, ait brandi un 'case-file' de la police au Parlement. « *Dan enn lot pays, premier minis fini demissione la !* », a dit le leader des rouges.

L'ancien Premier ministre attire aussi l'attention sur ce que le gouvernement manigance contre sa personne. « *MFDC pe servi l'Intelligence Artificielle (IA) pou fer film lor mwa la ! Mo kone kisanla sa Jootun la, nu aussi nu ena film lor li !* », a-t-il lancé. Il a également déploré l'indépendance du Judiciaire à Maurice en ce moment. « *Li nepli parey azordi* », a-t-il dit.

Navin Ramgoolam a aussi été très critique envers le Speaker de l'Assemblée nationale. « *Speaker enn bouffon (...)* pe



Il a également souligné que les pouvoirs attribués au DPP visent à protéger le Mauricien, et surtout les minorités, contre l'exécutif, et a soutenu que ce texte de loi de la FCC est anticonstitutionnel, car il va à l'encontre des articles 1, 2 et 72 de la Constitution. Navin Ramgoolam

insulte bouffon kan pe dir Speaker la bouffon ! », a-t-il déclaré. Commentant les dires de Pravind Jugnauth, il a fait rire les personnes présentes en lançant ceci : « *Li pli for ki Shivjee li ! Li konn mo destin.* » Et de conclure : « *Get mwa bien dan mo lizie, mo pas kile zame.* »

### Financial Crimes Commission Bill

## Le Bar Council évoque de fortes réserves sur les pouvoirs étendus du DG

L'Attorney General a finalement rencontré les représentants du Bar Council. La rencontre a eu lieu au bureau de Maneesh Gobin, au bâtiment Renganaden Seeneevassen à Port-Louis. La présidente du Bar Council, Me Priscilla Balgobin-Bhojru, et le secrétaire du conseil, ont eu une discussion avec l'Attorney General concernant le 'Financial Crimes Commission Bill'. Par le biais d'un communiqué, Me Priscilla Balgobin-Bhojru explique que les discussions étaient axées principalement sur l'intention de consolider plusieurs textes législatifs et de renforcer le cadre de détection, d'enquête et de poursuite des délits financiers. « Il existe

de fortes réserves sur les pouvoirs étendus accordés au directeur général du FCC, à savoir les pouvoirs cumulés d'enquête de perquisition, d'arrestation et d'engager des poursuites pénales », ajoute-t-elle.

Le Bar Council a également exprimé ses craintes à l'Attorney General : « La méthode de nomination du DG, le fait qu'il ne s'agira pas d'un poste constitutionnel comme celui du Directeur des Poursuites Publiques (DPP), et qu'il n'y aura donc pas d'inamovibilité ni de mécanismes de révision. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le DG ne sera pas nommé par la Commission du service judiciaire et juridique (JLSC). »

Hausse du salaire minimum et compensation salariale

# Amar Deerpalsing : « Ce serait un coup dur pour les PME »

Les PME devront supporter des coûts considérables dans leur masse salariale, c'est ce qu'indique Amar Deerpalsing, le président de la Fédération des Petites et Moyennes Entreprises. Selon notre interlocuteur, cette décision du gouvernement sera un fardeau pour les PME. Les produits qu'elles vendent aux clients sont associés à des coûts tels que la main-d'œuvre, les coûts de production, et ainsi de suite. Or, si les clients n'achètent pas les produits, les compagnies se retrouveront dans une situation difficile.

Interrogé sur la possibilité que certaines PME ferment leurs portes suite à cette décision du gouvernement, Amar Deerpalsing ajoute que ce dernier avait souligné qu'il viendrait en aide aux PME, mais il reste à savoir comment il compte le faire. Notre interlocuteur indique qu'il y a un manque de transparence de la part du gouvernement sur la manière dont il compte venir en aide aux compagnies qui se retrouveront en difficulté. Il demande que le gouvernement fournisse plus

de détails sur cette décision, et soutient que le flou persiste parmi les employés des entreprises, et qu'ils ne savent pas actuellement quelles décisions prendre. « Certes, le gouvernement a annoncé son intention d'aider les petites et moyennes entreprises, mais le type d'aide qui sera offert n'a toujours pas été annoncé », dit-il.

D'autre part, selon lui, suite à cette décision, certaines entreprises ne recruteront pas de sitôt. Le paiement de la compensation salariale est un fardeau additionnel et certaines compagnies qui se trouvent en difficulté en ce moment ne feront pas des recrutements. « De plus, le gouvernement doit fournir rapidement les détails de sa stratégie mise en place afin que les petites et moyennes entreprises puissent savoir quelle voie adopter et quelles décisions prendre concernant cette mesure. Il lance un appel au gouvernement pour qu'il fournisse rapidement les modalités et les détails afin de dissiper les doutes des PME », a conclu Amar Deerpalsing.



Amar Deerpalsing

Tentative de meurtre

## L'AMCCA s'interroge sur l'ouverture d'une enquête interne

Suite à des menaces et une tentative de meurtre présumées par un haut gradé de 'Air Mauritius' envers un journaliste, ce dernier a déposé une plainte à la police. La présidente de l'Air Mauritius Cabin Crew Association' (AMCCA) se demande si une enquête interne a été ouverte, et si des mesures ont été prises contre ce cadre.

Yogita Baboo-Rama avoue avoir écrit au Premier ministre pour lui demander s'il est au courant de la situation, et si un suivi est en cours. Elle souhaite obtenir des informations suite à l'incident survenu à Floréal le 1er décembre, impliquant un journaliste et un haut cadre de la compagnie aérienne.

L'AMCCA souhaite savoir si la compagnie a mené une enquête interne, quelles



explications ont été obtenues et quelle position l'entreprise compte adopter à cet égard. Elle déplore le fait qu'aucun communiqué n'ait été émis par la direction d'Air Mauritius' pour informer les employés de la situation, considérant celle-ci comme très grave.

Par le biais d'une lettre, l'AMCCA interroge les responsables d'Air Mauritius' sur les procédures disciplinaires mises en place pour les employés impliqués dans de tels faits ou des délits graves. Yogita Baboo-Rama souhaite obtenir des réponses transparentes pour éviter d'affecter la réputation de la compagnie vis-à-vis des usagers, compte tenu de la gravité des accusations portées contre ce haut cadre, comme le préconise la loi.

## Depuis plus de trois jours Les habitants de Panchavati de nouveau privés d'eau

Sunday Times a, à maintes reprises, dénonçait le problème d'eau auquel font face les habitants du petit village de Panchavati, dans le nord de l'île. Il y a un mois de cela, les habitants décriaient le fait que leurs robinets étaient à sec depuis plusieurs mois, et que la fourniture d'eau potable se faisait entre 1hr du matin et 1hr 30. Soit 30 minutes uniquement pour s'approvisionner en eau.

Hier, samedi 16 décembre, les habitants nous ont encore une fois contactés pour faire mention que depuis plus de 3 jours maintenant, leurs robinets sont de nouveau à sec. « Zot inn mem coup delo dans Kalimaye kot nou ti pe marse nou ti pe al cherche delo laba kan ti pe bien bizin. Nous avons des enfants, Nous n'en pouvons plus. Les députés et la CWA nous font souffrir et nous traitent pire que des animaux ! », lance un des habitants.



Dr Farhad Aumeer :

## « L'exécutif veut régler ses comptes avec le DPP qui est gênant pour lui »

**I**l ne fait pas dans la dentelle. Le Dr Farhad Aumeer, député travailliste au no. 2, passe en revue la situation dans le pays en cette fin d'année et dénonce la politique du gouvernement qui vise à instaurer, selon lui, une autocratie dans le pays.

■ Zahirah RADHA

**Q : Quel constat faites-vous de la situation générale dans le pays en cette fin d'année, surtout après les récentes annonces concernant la hausse du salaire minimum et la compensation salariale à partir de janvier et le double des allocations CSG pour ce mois de décembre ?**

Il y a en cette fin d'année une certaine frénésie, comme c'est toujours le cas en cette période de festivités. N'empêche que la vie dans le pays demeure très dure, malgré ces annonces concernant le réajustement du salaire et de la compensation salariale. Beaucoup de ménages ont des difficultés à joindre les deux bouts. L'inflation a atteint un niveau vertigineux. Le 'law and order' est chaotique, avec des attaques, des crimes, des vols, et des agressions contre des femmes qui augmentent de plus en plus.

Je suis aussi perturbé par le nombre incroyable d'accidents quotidiens, surtout impliquant les deux roues, sur nos routes. Il faut que des mesures concrètes soient prises pour renforcer la sécurité routière, tout en respectant les normes internationales. Malheureusement, il y en a qui conduisent sous l'effet d'alcool sans qu'ils ne soient inquiétés. Je me demande aussi s'il ne faut pas revoir le système d'octroi de permis, en donnant une période probatoire aux nouveaux chauffeurs avant que le permis final ne soit officialisé et qu'il puisse conduire sans aucune restriction.

**Q : Malgré tous les problèmes que vous évoquez, le gouvernement semble avoir un autre agenda, surtout avec la 'Financial Crimes Commission', n'est-ce pas ?**

C'est incroyable que le gouvernement vienne en troisième vitesse pour passer cette loi sur la 'Financial Crimes Commission' en cette fin d'année quand l'attention de la population est focalisée ailleurs. Il faut d'abord se demander pourquoi le gouvernement vient-

il avec une telle loi. Mais ce qui est plus grave, c'est d'une part, la nomination et les pouvoirs du directeur général désigné, et de l'autre, les prérogatives du Directeur des Poursuites Publiques (DPP) qui lui seront enlevées pour les donner au directeur général de la FCC.

Il est clair, selon la 'Bail Act' et la 'Courts Act', que le directeur général de l'organisme aura des pouvoirs qui étaient jusqu'ici réservés au DPP ou au Commissaire de police (CP). Le DG, qui est un nommé politique, sera donc doté de super pouvoirs qui lui permettront de faire la pluie et le beau temps pour plaire à son patron. Pire, il mènera lui-même une enquête qu'il logera ensuite lui-même en Cour. Le motif de cette loi est clair pour moi.

**Q : De quel motif s'agit-il ?**

L'exécutif, dont le Premier ministre, a un gros problème avec l'actuel et l'ancien DPP, Satyajit Boolell. Nous savons tous combien de méchancetés ont été faites contre ce dernier pour l'arrêter dans l'affaire Sun Tan. Ce n'est pas tout. Maintenant le CP va à l'encontre du DPP dans des affaires en Cour. L'exécutif veut régler ses comptes avec le DPP, en s'assurant que ses pouvoirs soient diminués et usurpés afin de le réduire au second plan. Le DPP est gênant pour l'exécutif parce que plusieurs de ses décisions, que ce soit dans l'affaire Medpoint, Akil Bissessur, Bruneau Laurette et Sherry Singh pour ne citer que ceux-là, ne leur ont pas plu.

**Q : Le DPP a aussi fait l'objet d'attaques au Parlement, y compris par le Premier ministre lui-même. Cela vous choque-t-il ?**

Évidemment ! D'ailleurs, pour revenir à ce que je disais, le Premier ministre, en répondant à la question plantée par la députée Tour au Parlement mardi, a explicitement comparé les actions prises par le DPP dans l'affaire Medpoint, dans laquelle il était lui-même impliqué

à celles de la STC contre Anil Baichoo et Navin Ramgoolam et l'affaire concernant l'accès d'Eshan Juman au port dans laquelle le DPP a recommandé une « no further action ». Cette

réaction démontre qu'il a en ligne de mire l'usurpation des pouvoirs du DPP, comme le préconise la section 172 de la FCC Act.

N'oubliez pas qu'il y avait eu une tentative similaire à travers la 'Prosecution Commission' en 2016. Mais cela n'avait pas abouti grâce à Xavier Duval et au PMSD qui ont fait preuve de grandeur d'âme. Aujourd'hui, c'est à travers le 'back door', et d'une façon déguisée, que les pouvoirs du DPP seront donnés à un super nommé politique qui a, en passant, montré ses couleurs en faisant volte-face dans l'affaire Medpoint devant le Privy Council

**Q : Au-delà de l'aspect règlement de comptes contre le DPP, certains estiment qu'il y a aussi un motif politique derrière la création de la FCC et des pouvoirs qui seront accordés à son DG. Cela vous fait-il craindre le pire ?**

Écoutez, le Premier ministre tenait un *casefile* entre les mains durant sa réponse sur l'accès du député Eshan Juman au port. D'où cela sort-il ? Je ne sais pas. Il devra tôt ou tard venir s'expliquer. Mais posons-nous la question. Qui nommera le DG ? Le Premier ministre. Qui nommera l' 'Operations Review Committee' ? Le PM. Qui nommera le 'Parliamentary Committee' ? Toujours le PM. Tous les pouvoirs seront concentrés entre les mains d'un nommé politique, dont le master n'est autre que le Premier ministre. Sans que ces pouvoirs ne soient encore accordés à ce nommé, le Premier ministre peut déjà se targuer d'avoir *full knowledge* du contenu d'une enquête policière dont il a même le *casefile* en sa possession, maintenant que se passera-t-il avec la FCC qui sera dirigé par quelqu'un qu'il nommera ?

**Q : Un 'Parliamentary Committee' sera constitué dans le sillage de la FCC. Ce 'Parliamentary Committee' existait déjà sous l'ICAC et vous**

**en faisiez partie avant que vous n'en démissionniez, ensemble avec d'autres députés de l'opposition qui y siégeaient. Pensez-vous que ce comité sera une autre perte de temps ?**

Nous avons démissionné de ce comité justement parce qu'il ne valait pas la peine d'y être. Il n'était d'aucune utilité puisqu'on n'obtenait aucune réponse. Ce comité sera composé de neuf personnes. Cinq nommés par le Premier ministre et les quatre autres par le leader de l'Opposition. Maintenant, pour suspendre le DG, comme le veut un des objectifs de ce 'Parliamentary Committee', il faut qu'il y ait eu soit 'gross negligence', 'malpractice' ou 'mistrust'. D'ores et déjà, c'est peine perdue puisque c'est celui qui l'a nommé qui pourra le destituer, avec le soutien des cinq membres du gouvernement qui constitueront la majorité de ce comité.

De toute les façons, même si des questions sur la gestion de l'administration ou des dépenses générales peuvent être posées, les réponses, elles, ne viendront pas. *It defeats the purpose*. Il fallait un élargissement des pouvoirs du comité pour qu'il y ait plus de transparence. Malheureusement, tel qu'il est, il ne sera pas plus qu'un *rubber stamp*, comme cela avait été le cas sous l'ICAC.

**Q : Avec la FCC, les récents amendements à la 'Local Government Act' (LGA), et la mise en application du rapport de l' 'Electoral Boundaries Commission' (EBC) entre autres, pensez-vous qu'il y a une machinerie gouvernementale qui est en train de se mettre en place en vue d'influencer les prochaines élections ?**

Toutes ces mesures qui sont en train d'être prises viennent renforcer la perception d'autocratie qui règne dans le pays. À travers la FCC, il veut avoir la main haute sur des enquêtes. Avec la LGA, il veut garder le contrôle des conseils de districts, dont celui de Flacq qui allait lui filer entre les doigts. À travers l'EBC, le gouvernement veut

augmenter son influence dans une poignée de circonscriptions, plus ou moins urbaines, où il n'a pas d'assises. Avec l'augmentation du salaire minimum et la compensation salariale, il utilise les leviers du pouvoir pour générer un *feel-good factor* temporaire et éphémère qui disparaîtra dans quelques jours. *Pas avec Rs 1000, Rs 2000 ki pou kapave fer l'avenir*. Il faut au contraire des mesures pour rehausser le pouvoir d'achat, stabiliser la valeur de la roupie, contrôler l'inflation, baisser la dette extérieure et surtout, il ne faudrait arrêter d'imprimer de l'argent.

**Q : Et l'Opposition dans tout cela, comment s'organise-t-elle pour y faire face ?**

Nous restons mobilisés et nous continuerons à ouvrir les yeux des Mauriciens sur tout ce qui se passe. La fraude et la corruption sont monnaie courante. La liste des scandales est longue : Pack & Blister, Molnupiravir, affaire Franklin, l'octroi d'un bail à Grand-Bassin, allocation de contrats aux petits copains... Les Mauriciens vivent dans la peur et craignent de s'afficher et prendre position ouvertement contre le gouvernement. Certains se sentent même obligés d'aller aux meetings du MSM. Au no. 3, par exemple, j'ai vu quelques personnes proches du PTr qui étaient à un rassemblement du MSM.

**Q : Ils ont changé de couleur ?**

Oui, mais la plupart d'entre eux me disent que c'est uniquement pour tromper l'œil du gouvernement, pour qu'ils ne soient pas pénalisés, marginalisés. *Zot dire to koné toi, zour élection ki pou ena...* Je pense que c'est cette masse qui ne veut pas laisser découvrir son intention réelle qui fera les élections.

**Q : Cela ne montre-t-il pas plutôt que le gouvernement a le pouvoir et les capacités d'attirer dans ses rangs des sympathisants du PTr ?**

Certainement ! En sus du pouvoir, ils ont aussi les moyens, que ce soit en termes d'argent ou de facilité à recruter. Et c'est sans compter la peur qu'ils instillent parmi ceux qui sont contre eux. Mais cela ne marchera pas aux élections, croyez-moi. La population en a marre des scandales. Je reçois des messages de la part des fonctionnaires de la Santé tous les jours. C'est la conséquence de la frustration qui s'accumule en raison du népotisme et de la mauvaise gouvernance dans ce secteur, mais aussi tous les autres. *Zordi si ou pas are zot, ou pa gagne travail*. Si vous habitez dans certaines circonscriptions à priori pro-opposition, il n'y a point de développement, les rues ne sont pas asphaltées, les habitants sont marginalisés.

**Q : La tâche de l'opposition sera donc rude ?**

Elle le sera surtout après les élections, pour redresser le pays. L'opposition vient avec une politique de rupture. Elle promet un changement dans la façon de gouverner, de nommer des gens, de recruter. Elle reverra les lois liberticides. Elle mettra en place un système de nomination qui promouvra les compétences à la place de la politique de copinage. Les recrutements doivent se faire sur une base méritoire, et non sur la base de faux certificats, comme on en a vu ces derniers temps. Sur une liste de médecins recrutés récemment par exemple, j'ai vu des noms de famille que j'entends au Parlement alors qu'il y a des médecins qui attendent depuis quatre ou cinq ans pour avoir un emploi dans le service civil. La 'Public Service Commission' (PSC) doit être plus transparente. *Kan dimoune compose l'examen, zot bizin kone zot points*.

**Q : En termes de consolidation de démocratie, comme au Parlement, que préconisez-vous ?**

*Ou fer mo latet fermal kan ou koz Parlement !* Le Parlement n'est pas du tout ce Temple de démocratie que j'avais en tête quand j'ai été élu. J'étais enthousiaste quand j'ai eu un ticket pour les élections. Je me souviens avoir dit à Navin Ramgoolam qu'en cas de victoire du PTr, je ne serais pas intéressé par un fauteuil ministériel ou par un poste de PPS car tout ce que je voulais, c'était d'apprendre et de servir mon électeur. Mais lorsque je regarde le comportement de quelqu'un en particulier aujourd'hui, je pense qu'il devrait démissionner du poste qu'il occupe pour poser sa candidature pour le MSM avant de venir participer aux débats.

*Si personne pa lé démissionné dan to parti, moi mo disposé démissionner au no. 2. Vine pose contre moi. Lerla si to gagné, to met to palto oranz, simin oranz et cravate oranz, to rentre dans Parlement.* Le Speaker ne peut pas agir comme un agent alors que son rôle est de protéger l'opposition. *Li maltraite nou comme si li pe maltraite so piti*. Il se comporte comme un *tapère*, prêt à nous frapper, semble-

t-il. J'en ai marre. Je vais maintenant au Parlement avec un certain dégoût.

**Q : Vous risquez d'encourir les frais de vos propos à la prochaine séance parlementaire !**

Je suis sûr qu'il y aura un martin qui viendra avec une motion pour me sanctionner ! *Prend actions contre moi ! Envoye-moi DPP ! Name moi !* Mais cela ne m'empêchera pas de parler. On n'encourage pas des jeunes et des professionnels à faire de la politique si c'est pour avoir ce genre de traitement. Je suis d'accord qu'il y a des dérapages même du côté de l'opposition, mais qu'en est-il du 'shouting brigade' de la majorité ? Sont-ils tous des saints ? Je suis sorti du Parlement pour aller à la mosquée mardi et tout le monde me demandait si « *ine met toi*

Toutes ces mesures qui sont en train d'être prises viennent renforcer la perception d'autocratie qui règne dans le pays. À travers la FCC, il veut avoir la main haute sur des enquêtes. Avec la LGA, il veut garder le contrôle des conseils de districts, dont celui de Flacq qui allait lui filer entre les doigts. À travers l'EBC, le gouvernement veut augmenter son influence dans une poignée de circonscriptions, plus ou moins urbaines, où il n'a pas d'assises. Avec l'augmentation du salaire minimum et la compensation salariale, il utilise les leviers du pouvoir pour générer un *feel-good factor* temporaire et éphémère qui disparaîtra dans quelques jours



*dehors ? » Zot dire moi fer attention, pa fer tapaz, sinon pou met toi dehors.*

**Q : Êtes-vous désenchanté à ce point ?**

Oui, je suis dégoûté par la façon dont les choses se déroulent. Il y a une opération de 'belittling'. Le Speaker ne voit jamais le 'shouting brigade' du gouvernement qui dit toutes sortes de mots déplaisants, alors qu'un seul mot échappé de l'opposition est amplifié, jusqu'à déboucher sur une bagarre et terminer par des suspensions. Tous ceux dans l'opposition sont des illettrés qui manquent de manières tandis que de l'autre côté, il n'y a que des saints. Je ne compte plus le nombre de fois où on nous montre carrément du doigt alors que cela relève d'un manque de culture et de bonnes manières. Il ne faut pas que des agents politiques soient nommés à des postes constitutionnels.

**Q : Comment les choses se déroulent-elles sur le terrain pour l'alliance PTr-MMM-PMSD ?**

Depuis que cette alliance a été concrétisée, il y a un engouement au sein de l'électorat pour apporter

un changement à la tête du pays. Je peux le dire puisqu'en tant que professionnel de santé, je reçois des personnes, venant de chaque coin de l'île, tous les jours. Avant la concrétisation de l'alliance, c'était quelque peu différent. Mais maintenant, le mythe de 4 à 14 vole petit à petit en éclats.

**Q : Il y a quand même une campagne communale qui est savamment menée. Ne la craignez-vous pas ?**

Je pense que ce mythe volera suffisamment en éclats pour qu'on puisse rentrer au gouvernement. Certes, il faut faire attention à la campagne communale menée par le gouvernement. Je suis personnellement victime d'une campagne communale agressive. Mais malheureusement pour mes détracteurs, je suis un professionnel et cela ne me touche pas. Mais combien de ces campagnes communales y a-t-il ? C'est de la bassesse.

Outre la campagne communale, le gouvernement vient avec une loi *ad hominem*, comme le dit si bien Rajen Narsinghen, pour viser Navin Ramgoolam. D'ailleurs, les Rs 200 millions saisis chez lui ont été soulevés par le gouvernement lors des débats au Parlement, mardi. N'oubliez pas le 'colorable device' auquel avait recours SAJ pour

l'évincer du Parlement. Navin Ramgoolam est, à ce jour, le seul challenger principal de Pravind Jugnauth. Raison pour laquelle il est ainsi ciblé.

Le 'political clock' du gouvernement actuel est bloqué en 2014. Alors que l'alliance PTr-MMM-PMSD regarde, elle, l'avenir. L'avenir de nos enfants est hypothéqué. Il y a une dette de Rs 485 000 sur la tête de chaque enfant qui est né. La caisse de la CSG est vide. C'est ce que j'appelle un *ponzi scheme*. La drogue fait des ravages partout. Des saisies sont effectuées tous les jours, mais les trafiquants, eux, ne sont pas arrêtés. Maurice est devenu le petit Cuba de l'océan indien. Sans compter le taux d'échec dans le secteur éducatif.

**Q : Que souhaitez-vous le plus en cette fin d'année ?**

J'espère que l'échéance électorale arrive le plus tôt possible. Le pays a besoin d'un nouveau souffle et d'une nouvelle direction. Je prie pour que la loi sur la FCC ne fasse pas de dégât et qu'une fois au pouvoir, on puisse revoir des aspects de cette loi qui portent atteinte à la Constitution, et aux droits constitutionnels du DPP.

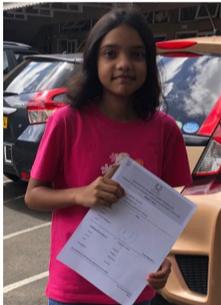
## PSAC

## La joie des élèves, parents et enseignants

Les résultats du 'Primary School Assessment Certificate' (PSAC) ont été dévoilés ce mardi 12 décembre 2023, mettant ainsi fin au suspense pour les candidats qui ont passé les examens en novembre dernier. La plupart des élèves que nous avons rencontrés étaient confiants, avouant s'être bien préparés pour les épreuves. La joie était à son comble.

Les élèves de la 'Rose Belle North Government School' font la fierté de leur établissement scolaire. Selon un des enseignants, M. Rampal, le taux de réussite a été de 100% cette année, tout comme l'année précédente. Il se dit très fier des élèves, soulignant qu'ils ont travaillé dur pour en arriver là. « Je ne suis pas surpris, je m'y attendais. Le travail a été fait avec beaucoup d'attention, de préparation, de technique et de stratégies pour atteindre cet objectif », a-t-il ajouté.

Nalini Durbary, mère de l'élève Kashish Durbary, n'a pu dissimuler sa fierté. Sa fille unique a passé les examens du PSAC alors qu'elle était en Grade 6. Comme sa mère le relate,



Kashish Durbary

cela n'a pas été facile, car Kashish devait

jongler entre le Grade 5 et le Grade 6. Elle a dû fournir beaucoup d'efforts et se donner à fond pour obtenir de tels résultats. « C'est une moment de fierté pour la famille. Nou pas ti atan li pou ggn sa resultat la mais nou ti expect li pou passer », soutient-elle. Selon elle, les efforts et les sacrifices ont porté leurs fruits. Il n'a pas été facile de tout gérer pour Nalini, qui poursuit ses études à l'université de Maurice, plus précisément en deuxième année de droit. « Li ti difficile pour truve ene letemps pour encadrer couma bizin », nous dit-elle. « Afin de maintenir le cap et que Kashish puisse réussir brillamment aux examens, il a fallu du soutien, physique et moral, ainsi que des encouragements. Nou in bizin encourage li dans chaque étape », insiste-t-elle.

La mère de Vince Choytooa ne cache pas sa joie et sa satisfaction. Elle attribue le mérite de la réussite de son fils aux enseignants de l'établissement scolaire, ainsi qu'aux leçons particulières.

Sheena Choytooa nous raconte qu'elle ne s'attendait pas à ce que son fils décroche les 4 unités, mais elle était cependant confiante qu'elle réussirait ses



Vince Choytooa

épreuves. A sa grande surprise, son fils, qui fréquente l'établissement 'Twinkle Star Junior School', a brillé et a obtenu de bons résultats. Selon elle, Vince était déterminé à réussir, et a pu démontrer ses compétences. Ses parents sont fiers de lui et espèrent que leur fils continuera en ce sens, et qu'il décrochera encore de bons résultats à l'avenir.

D'autre part, le père de Nawfal, N a w s h a d Peeraye, nous indique avec fierté que son fils a brillé aux examens du PSAC. Il raconte qu'il l'a préparé pendant assez longtemps



Nawfal Peeraye

pour les épreuves. Selon lui, Nawfal a toujours suivi les traces de sa sœur qui avait elle aussi décroché 4 unités en étant encore en Grade 5. Selon son père, c'est le fruit de ses efforts et de sa persévérance. Il a obtenu les résultats qu'il attendait. Pour lui, la réussite de Nawfal était prévisible car ce dernier faisait les efforts nécessaires pour réussir. Le père de famille explique que ce n'était pas facile pour son fils, mais il a su gérer son temps en jonglant entre les heures de classe, les cours de rattrapage, les leçons particulières, les révisions et les moments de détente.

## Mauritius Global Diaspora

## Mauradio lancée officiellement le 20 décembre 2023

Une nouvelle web radio sera lancée le 20 décembre 2023. Il s'agit de la radio de la 'Mauritius Global Diaspora' (MGD), qui rassemble des membres de la diaspora mauricienne, et qui sera destinée à tous les Mauriciens.

Cette radio a pour objectif d'informer, divertir et éduquer les Mauriciens sur les thèmes d'actualité, les sujets d'intérêt national et international. La nouvelle radio abordera également des sujets inspirant les valeurs du mauricianisme et universelles, tels que la démocratie, la liberté d'expression, l'inclusion et la diversité. Pour toute information, vous pouvez consulter le site de la radio [www.mauradio.com](http://www.mauradio.com), ou visiter la page de la Mauritius Global Diaspora [www.mauritiusglobaldiaspora.com](http://www.mauritiusglobaldiaspora.com).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez également contacter le président de la MGD, Covilen Narsinghen, au numéro suivant : +44 7557804220, ou par e-mail à l'adresse [Covilen@mauritiusglobaldiaspora.com](mailto:Covilen@mauritiusglobaldiaspora.com).

## Le ministre Avinash Teeluck fait la sourde oreille

### Les artistes locaux menacent de manifester

Quelle est la situation des artistes à Maurice ? Comment s'en sortent-ils ? Existe-t-il des initiatives visant à soutenir ceux en difficulté ? Autant de questions que de nombreux acteurs tant internes qu'externes de la sphère artistique et publique se posent. Les artistes dénoncent la manière dont les autorités agissent. À l'approche des festivités, ces derniers se retrouvent dans le flou le plus total, ne sachant plus à qui s'adresser pour faire part de leurs doléances. Ils affirment qu'un problème majeur persiste concernant le soutien aux artistes locaux dans le pays, et regrettent le manque d'attention à leur égard.

Ils ont décidé de monter au créneau pour mettre en lumière les problèmes auxquels ils font face en cette période festive. Depuis des années, ils luttent pour la reconnaissance de leur profession, réclamant un statut officiel qui établirait que l'artiste est un travailleur comme les autres. Ils se sentent désemparés et affirment qu'il n'y a pas de personnes compétentes au sein du ministère des Arts et de la Culture pour gérer leur

situation. Pas de sponsors, pas de considération de la part de MASA, déclarent-ils. C'est pourquoi ils se

battent pour obtenir une reconnaissance officielle de leur statut. D'autres avant eux ont déjà mené le même combat, mais malheureusement, leur voix n'a pas encore été entendue.

Lors d'une conférence de presse tenue ce vendredi 15 décembre, ils ont évoqué les problèmes auxquels ils font face. Malgré les plaintes adressées aux autorités et l'envoi de dossiers et de lettres au ministre concerné, aucune action n'a été entreprise. Ils se sentent délaissés par le gouvernement, qualifiant cela de manque total de considération de la part du ministre en question. Ils appellent à une discussion lors d'une table ronde pour décider de la marche à suivre.



## NLTA

## De mal en pis

Rien ne va plus à la 'National Land Transport Authority' (NLTA) de Cassis et à l'Emmanuel Anquetil Building à Port-Louis. En cause, une mauvaise gestion de la direction. Cela fait plus d'une année que ce dernier est pointé du doigt par le personnel.

Des files d'attente interminables, un public exaspéré et le laxisme de la NLTA font que l'organisme peine à fonctionner. Les officiers qui y travaillent en ont ras le bol. « Il y a un manque accru de personnel, et le commissaire fait la sourde oreille depuis des mois ! Il est tel un fantôme, et reste enfermé dans son bureau ! », s'insurge un officier de la NLTA de Cassis.

En ce qui concerne le bureau de la NLTA à l'Emmanuel Anquetil Building à Port-Louis, seuls six officiers travaillent aux comptoirs. L'un d'eux nous laisse entendre que le commissaire fait exprès de ne pas remédier à la situation. « Depuis que des articles de presse sont parus dans les journaux, faisant mention de l'amateurisme et du laxisme du

Commissaire, ce dernier fait exprès de ne pas demander un recrutement pour pallier le manque d'effectif. Les rumeurs courent qu'il veut nous punir car nous avons parlé aux journalistes ! », laisse entendre notre interlocuteur.



Selon une autre source bien informée du dossier, une poignée de personnes fait la pluie et le beau temps dans l'organisme, au détriment des Mauriciens. Elles faussent des enquêtes et délivrent des permis de 'contract' à la pelle. Toujours selon notre source, la NLTA est pourrie jusqu'aux os. « Depuis que Reesaul est à la tête de la NLTA, il a ouvert la porte à des pratiques malsaines et douteuses. Ena enn dimounn ankor ki contribuer pour fer bann maldonnes, li pli la haut ki Commissaire tou li. »



## Les légumes se vendent à prix d'or

Vous l'avez certainement remarqué en faisant vos courses. Si les fruits et légumes sont disponibles en quantité variée, depuis la semaine dernière, le panier, lui, coûte plus cher. Les récentes hausses de prix des fruits et légumes exposés sur les étals commencent à peser lourdement sur le portefeuille des Mauriciens.

C'est un coup dur une fois de plus pour les consommateurs, car les prix des légumes montent en flèche. Selon le porte-parole des planteurs du sud, les commerçants vendent actuellement les légumes à des tarifs exorbitants. Farhad explique que bien que les prix aient connu une baisse aux enchères, les marchands les vendent à des prix élevés.

Au marché cette semaine, un couple, Nina et David, nous explique qu'auparavant, ils achetaient des légumes presque tous les jours, mais que ce n'est plus le cas. Ils font désormais leurs achats uniquement deux fois par semaine en raison des prix élevés. Autrefois, ils dépensaient environ Rs 600 pour leurs achats de fruits et légumes, or maintenant ils doivent déboursier une somme de Rs 1200 pour pouvoir acheter les légumes dont ils ont besoin. Cela devient difficile pour eux. « Parfois nous pas prend fruits nous zis acheter légumes », confient-ils.

« Trop ser », s'insurge Marie. Cette sexagénaire nous explique qu'elle ne sait pas quoi acheter car les prix sont

exorbitants. Elle se pose la question alors que les légumes sont abondants de savoir pourquoi les prix sont élevés sur les étals du marché.

Légumes	Prix de vente à l'encan	Prix du marché
Haricots verts	Rs 30 la livre	Rs 70 la livre
Calebasse	Rs 15 l'unité	Rs 40 l'unité
Aubergine	Rs 8 la livre	Rs 25 la livre
Carotte	Rs 25 la livre	Rs 70 la livre
Piment	Rs 50 la livre	Rs 160 – Rs 250 la livre
Gombo (lalo)	Rs 100 la livre	Rs 160 – Rs 200 la livre
Pomme d'amour	Rs 30 la livre	Rs 60 – Rs 80 la livre

### Découverte macabre à Mahébourg

## Patrick Adriano Douce s'en est allé, laissant un vide dans la vie de ses proches

Le corps sans vie et en état de décomposition d'Adriano Douce a été retrouvé, mercredi 13 décembre, à Rivière Bassin-Pigeon à Beau Vallon. Cet homme de 33 ans était porté disparu depuis le 6 décembre dernier. Le président du village de Plaine-Magnien, Nazim Gurib, et son colistier, Zaïck Nadal, ont collaboré nuit et jour avec les officiers de la SMF et du GIPM CID de Plaine-Magnien pour retrouver le corps de cet officier de maintenance de l'hôtel Shandrani. Des volontaires se sont mobilisés pour retrouver rapidement le jeune homme, en vain, son corps sans vie a été découvert une semaine après.

Nous sommes allés à la rencontre des proches et des amis d'Adriano Douce. Chedrax Agathe, son ami, raconte qu'il l'a rencontré en jouant au football lors de la pré-sélection des U17. « Nous étions adversaires dans des centres techniques. Adriano nous

faisait peur parce qu'il était puissant au football. C'était une personne joviale et gentille », nous dit-il. Jean Yves Rosario, un autre ami d'Adriano, raconte qu'il le côtoyait depuis l'âge de 16 ans. Il nous explique qu'il le voyait lors des matches et que, pour lui, c'était un jeune homme ouvert à la discussion. Il n'hésitait pas à aider les gens de son entourage, que ce soit les voisins ou les amis, nous confie-t-il.

Adriano était très connu dans son village. « La dernière fois que nous nous sommes parlés, je lui ai dit de venir jouer au football, même si nous n'étions pas dans la même équipe, et il m'avait répondu qu'il viendrait. Ensuite, nous ne nous sommes pas revus. Je suis révolté par ce qui s'est passé. Je ne pensais pas le voir dans cet état. C'est avec le cœur lourd que j'ai appris qu'il n'était plus parmi nous et que son corps a été retrouvé dans un lac. Li bien triste ki mo finn perdi ene

kamarad kuma Adriano », se désole-t-il.

Nous avons également recueilli le témoignage de la voisine d'Adriano Douce, Vanessa Momplé (Courteau), qui a vécu son enfance en compagnie d'Adriano et de son frère. Selon elle, ce dernier entretenait de bonnes relations avec les personnes de son entourage. Il ne se préoccupait de rien, aimait jouer au football et n'avait jamais eu d'altercation avec qui que ce soit. C'était un garçon tranquille, qui restait dans son coin. Elle a exprimé le choc ressenti en apprenant la nouvelle, ne s'attendant pas à perdre son ami dans de telles circonstances. Pour Vanessa, Adriano était un



garçon merveilleux, gentil, et qui était respectueux envers tout le monde.

# Qui arrêtera Netanyahu ?

Les grandes puissances, les pays voisins d'Israël et des Israéliens eux-mêmes peuvent dompter la menace que représente le premier ministre de l'Etat hébreu vis-à-vis de la paix mondiale.

Les attaques menées par le Hamas contre les colonies israéliennes installées près de la frontière avec Gaza, le 7 octobre dernier, ont donné à Benyamin Netanyahu le prétexte pour avancer le projet du Grand Israël. Avec la bénédiction des Etats-Unis, qui ont immédiatement annoncé l'envoi d'armes, et de l'Union européenne, le premier ministre israélien s'est senti pousser des ailes pour déraciner les 2,4 millions de personnes qui vivent à Gaza. En Israël, il a rallié des membres de l'opposition politique autour d'un gouvernement d'unité nationale pour lancer l'offensive. Après un cessez-le-feu de 7 jours, obtenu non sans difficulté, la catastrophe se poursuit et elle choque le monde. Dès lors, des questions se posent : Où s'arrêtera le massacre ? Qui arrêtera le Premier ministre israélien et son délire ?

Soutenue par les bombardements aériens incessants et destructeurs, appuyée par les chars et les bulldozers, l'armée terrestre israélienne, l'une des plus redoutables au monde, avance inlassablement dans Gaza. En deux mois, les attaques ont déjà coûté la vie à 20 000 Palestiniens, femmes et enfants pour la plupart, blessé des milliers d'autres, et poussé toute une population à vivre comme des réfugiés sur leur propre territoire. Sans eau, sans électricité, sans médicaments, et sans carburant. Cette punition collective et le blocus imposé par l'Etat hébreu à Gaza a créé une situation chaotique, inhumaine et insoutenable. Selon des témoignages recueillis par quelques rares journalistes encore sur place, les Palestiniens ne savent pas s'ils seront encore en vie le jour d'après.

La catastrophe est telle que même les grandes puissances qui ont pris fait et cause pour Israël, notamment les Etats-Unis et les membres de l'Union européenne, se voient contraints, en tous cas moralement si ce n'est hypocritement, de montrer certaines réserves à propos de la stratégie israélienne. Dans un premier temps, ils ont exigé un scénario de sortie de crise du gouvernement israélien. En vain. Et pour pousser la provocation plus loin, le Premier ministre israélien vient de donner le feu vert à la construction d'une nouvelle colonie à Jérusalem-Est. Ce nouveau quartier choque non seulement par son étendue – 1 738 logements – mais aussi parce qu'une fois aménagé, il fera obstruction à la



Par Ram Etwareea

continuité d'un Etat palestinien entre le sud de la Cisjordanie et Jérusalem-Est, cette zone étant supposée devenir un jour la capitale d'une Palestine libre et indépendante.

Si Benyamin Netanyahu voulait provoquer ses propres alliés, ou s'il voulait les défier ouvertement, il ne s'y serait pas pris autrement. Ce sale jeu n'est pas passé inaperçu. Lors d'un sommet téléphonique la semaine passée, les dirigeants du G7, le club des six plus grands pays occidentaux et le Japon, ont demandé que la solution à la crise israélo-palestinienne passe par la création de la Palestine indépendante, devant vivre à côté et en bonne intelligence avec son voisin israélien. Une telle résolution n'est pas nouvelle – elle a été votée à maintes reprises aux Nations unies, mais est restée lettre morte – cependant, le G7 semble vouloir faire comprendre au premier ministre israélien qu'il n'a pas de totale carte blanche.

Alors que ce dernier n'a pipé mot sur la revendication palestinienne, plusieurs pays occidentaux, notamment le Canada, l'Espagne et dans une certaine mesure la France, ont tenu à faire comprendre que l'Etat hébreu doit respecter les principes de proportionnalité dans son offensive militaire à Gaza. Les Etats-Unis ont certes fait obstruction à l'ONU en mettant leur veto à une résolution appelant à un nouveau cessez-le-feu, le Sénat a quand même refusé de libérer une somme de 106 milliards de dollars destinés à l'aide militaire à Israël et aussi à l'Ukraine. Le président Joe Biden a parlé cette semaine de différend avec Benyamin Netanyahu. Le locataire de la Maison-Blanche ne peut pas ignorer les manifestations qui se multiplient dans les villes américaines contre les bombardements israéliens sur Gaza.

Benyamin Netanyahu n'en est pas moins défiant à l'égard de l'ONU

et de ses organisations spécialisées (Organisation Mondiale de la Santé, URNWA, Unicef, Programme alimentaire mondial), mais aussi envers le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), garant des Conventions de Genève qui portent sur des règles à respecter en cas de conflits armés. Dans une lettre inédite au Conseil de sécurité, et dans un format utilisé à cinq reprises depuis la création de l'ONU en 1945, son secrétaire général Antonio Guterres a mis en garde contre l'effondrement total de l'ordre public à Gaza en raison de l'impossibilité d'acheminer de l'aide humanitaire. « Une telle éventualité pourrait avoir des conséquences irréversibles pour les Palestiniens dans leur ensemble, ainsi que pour la paix et la sécurité dans toute la région », a-t-il averti. « Une situation encore pire pourrait se produire, comprenant des épidémies et une pression accrue en faveur de déplacements massifs dans les pays voisins. »

Cette situation rappelle celle de la Syrie où la guerre, mais aussi la faim et les maladies, avait poussé plusieurs millions de personnes sur les routes de l'exil. Des réfugiés s'étaient alors rendus en Turquie, puis en Grèce et de là, dans le reste de l'Europe. L'éventualité qu'un tel scénario se répète devrait pousser les dirigeants européens à revoir leur position vis-à-vis de la politique de terre brûlée adoptée par Benyamin Netanyahu.

La riposte israélienne à l'ONU n'a pas tardé. Son ministre des Affaires étrangères s'est permis de qualifier Antonio Guterres de 'danger pour la paix mondiale', et sa demande de 'soutien au Hamas'. Il y a quelques semaines, l'Etat hébreu qui n'a vraiment peur de rien, est allé jusqu'à demander la démission du secrétaire général de l'ONU de son poste parce que ce dernier avait ouvertement accusé Israël de violation du droit humanitaire.

L'Egypte prend les risques d'explosion évoqués par l'ONU très au sérieux. Pays frontalier, c'est lui qui sera confronté en premier en cas d'afflux massif de réfugiés. Ce qu'il veut évidemment éviter à tout prix. L'arrivée d'un à deux millions de Palestiniens

mettrait à mal son propre équilibre démographique, et constituerait un élément déstabilisateur régional. C'est la raison pour laquelle le président égyptien Al-Sissi a averti, fin octobre lors d'un point de presse à Berlin, que son pays déclarerait la guerre à Israël en cas d'arrivée massive ou forcée des Palestiniens dans son pays. La mise en garde n'est pas de trop : le Premier ministre israélien semble vouloir vider Gaza de ses habitants dans le cadre de son projet de Grand Israël. Des milliers de Palestiniens sont déjà amassés à Rafah, ville frontalière entre les deux pays, prêts à chercher asile en Egypte.

Enfin, il n'y a pas que l'ONU, le G7 ou les pays voisins d'Israël-Palestine, qui estiment que Benyamin Netanyahu va trop loin et in fine représente un danger. L'opposition politique au régime actuel ne cesse de grandir, tient le Premier ministre responsable du chaos actuel et exige sa démission. Elle sait qu'en poursuivant l'agression contre la bande de Gaza, le Premier ministre joue sa propre survie politique. Ses affaires judiciaires pour corruption ont repris devant la justice.

Bref, les grandes puissances alliées d'Israël, l'Union européenne qui ne voudrait certainement pas d'un nouveau flux de réfugiés, le Proche et Moyen-Orient qui ne souhaitent pas de déstabilisation régionale et enfin, les Israéliens eux-mêmes, ceux qui préfèrent développer une relation de bon voisinage avec les Palestiniens – ils sont nombreux – ainsi que la justice israélienne, ont tous la possibilité d'arrêter la menace Benyamin Netanyahu.

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# L'école de foot de Vallée-Pitot sacrée championne de Maurice

L'école de football de Vallée Pitot a participé au tournoi de la Zone 1 la semaine dernière, dans la catégorie U11. L'événement s'est tenu au 'Côté D'or National Sports Complex'. Au total, l'équipe de Vallée Pitot était composée de 12 jeunes et de deux entraîneurs, Nizam et Lookman Nasroollah. La compétition s'est déroulée entre les équipes du nord, du sud, de l'est et de l'ouest.

Dans une déclaration, Nizam Nasroollah n'a pas caché sa joie après le match. « *Je suis très content pour ces jeunes* », a-t-il déclaré. Il a exprimé sa fierté envers son équipe qui s'est donnée à fond lors de sa participation aux compétitions, et a souligné que les efforts et la persévérance ont porté leurs fruits.

Par ailleurs, il invite tous les autres jeunes qui souhaitent intégrer l'équipe à le faire. L'objectif de cette initiative est de leur donner l'opportunité d'éviter les fléaux de la drogue, précise Nizam Nasroollah. L'entraîneur affirme que ces jeunes sont l'avenir de demain, et qu'il est crucial de leur montrer le bon chemin. « *J'espère continuer dans cette voie et que de plus en plus de jeunes emprunteront ce chemin* », conclut-il.



## POLITICS: IS THERE A DRASTIC CHANGE COMING SOON ?

The population wants a change of governance because they said they had enough. Today, what do we see? There is a general deterioration of the living condition of human beings. What has really caused such a downgrading of our normal standard of living lately? What has gone wrong? Is it the system of administration due to bad governance or too much power corrupts, or is it the nomination of wrong people in places they are not supposed to be?

Since 2014 till today the population is suffering too much in all aspects of the day-to-day existence. Anyone who has got an iota of common sense will say that tens of thousands people are living in absolute and extreme poverty in the country. In the outskirts of Mauritius like Vallee-Pitot, Roche-Bois, Pointe-aux-Sables and other remote parts of the island many people can't afford a square meal a day and some even go to bed at night without any food. Such is life these days in Mauritius.

And yet this government keeps telling us that there are lots of developments in Mauritius. It is true to say we have lots of developments, but what kinds of developments? We have such developments, transforming beautiful panoramic view of green verdure

country sides into massive concrete buildings all over towns, cities and country sides. Such is a general degradation of our green environment that has today been a danger causing the horror of climate changes.

Many ordinary people, these days are not living but merely surviving. Only when the general elections are near that this government tries to pull the wool over the eyes of the population by increasing the minimum salary compensation. But believe me, this increase of employees' wages on minimum salary compensation won't last long if this government comes to power again. Let me remind our Old Age Pensioners what did this government did to their monthly pension last year! Their monthly pension of Rs13, 500 was withdrawn and changed to Rs 10,000 for the 60's and Rs 11,000 for those over 65 years.

A survey done by certain economists have shown through their analysis that our country has already gone to the dogs. These economists reckon that from the way things are going on, Mauritius could see itself facing bankruptcy soon.

Our system of good governance is a total failure. How comes that such a peaceful country like Mauritius is

declining so badly? Could it be because our democracy is a fake? There is definitely an autocratic system which controls all our institutions where there is no freedom of information where our citizens are living in fear of being repressed. Many of our institutions are not performing at all. The public has lost complete confidence in most of all our institutions such as the police, health and educational sectors, CEB and CWA just to name a few!

Over 75% people are jobless and 15% others are under employed with peanut wages. Many university graduates are unemployed and most of them have emigrated to foreign countries for jobs. Such an exodus of Mauritian jobless graduates to foreign countries is a brain drain catastrophic situation for Mauritius. No wonder why there is a general lack of competence in most of our institutions.

Another aspect that is affecting most people is the economy, especially home economy. Most consumers in this country could not make both ends meet. Food prices in supermarkets are too high. It is because of the importation



By Ahmad MACKY

of food commodities from foreign countries. The ministry of Commerce is never at rest with consumers due to hoarding of certain basic food commodities by certain dishonest proprietors of shops and supermarkets.

Time will soon tell us whether or not the ordeals and agony that ordinary

people are facing day by day will be over should another new political regime come to power. The question is: will a change of government be better or be worst? Only time will tell!

All the signs and symptoms of general elections with a change of government are manifesting itself across the country. The population has got to be careful about their desire to change a government. They have to be sure whether or not the next government would answer to their needs. If not it will be as the adage says: "out of the frying pan into the fire!"

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**

# Palestine

## Pause and Re-think

*“Ô you who believe! Endure, outdo all others in endurance, be ready, and observe your duty to Allah, in order that ye may succeed.” Quran 3:200*

The whole world is watching from distance those acts of violence unfolding a disdain and disregard for the lives of innocent people and the killing of children and women, and failing to acknowledge their right to sanctity and humanity. The fatalities to date are shocking : Palestinians 20 000 killed, of which 8 000 children; Israel laid siege to Gaza Strip after Hamas Oct 7 attack in which 242 hostages were taken; the western allies back Israel's bombardment of Gaza; UN groups decry onslaught against Palestinians; global protests break out; 85% of Gaza population displaced; 60% houses laid to waste; 22 out of 36 hospitals in Gaza out of service and the temporary truce which started on Nov 24, expired on Dec 1; 105 hostages freed; 240 Palestinian prisoners were released and the unhuman attacks continuing...

This war foreshadows a dangerous division among nations and peoples, undermining the growing unity that had been rebuilt through continuous efforts to eliminate hatred, racism, injustice and conflict among us. Justifications for the war represent an intellectual deviation leading to a brutal ideology. Furthermore, the tragedy in Gaza, accompanied by media misinformation and bias, threatens to become one of humanity's worst disasters in modern history, with the potential to create the most significant rift in the bond of harmony and friendship among nations and peoples.

When the Saudi Arabia called for an urgent ministerial meeting of the Organization of Islamic Cooperation (OIC) *[The evil tongues would say, Oh!*

*I see for OIC]* to discuss the escalation in Gaza, the whole Muslim world was looking at the OIC for a serious action. While the onlookers are condemning in the strongest terms the resumption of military operations in Gaza, and especially the targeting of innocent civilians, the OIC, which federates some 56 countries where Muslims are in majority, came out with only a hesitant shabby statement, without any concrete action plan, nor a roadmap to establish sustainable peace in the region.

Certainly 1.4 billion Muslims, one-sixth of the world's population were placing their hopes in it, even though it might be cynical about its will and capacity to even decide to restore the honour of Islam and the Muslims, much less to free their brothers and sisters from the oppression and humiliation from which they are suffering today.

We cannot go on condemning our detractors and oppressors for our humiliation and oppression. It would be an exercise in futility because they are not going to change their attitudes just because we condemn them. If we are to recover our dignity and that of Islam, our religion, it is we who must decide, it is we who must act.

To begin with, the Governments of all the Muslim countries can close ranks and have a common stand if not on all issues, at least on some major ones, such as on Palestine. We are all Muslims. We are all oppressed. We are all being humiliated. But we, who have been raised by Allah above our fellow Muslims to rule our countries have never really tried to act in concert in order to exhibit at our level the brotherhood and unity that Islam enjoins upon us.

But not only are our Governments divided, the Muslim Ummah is also divided, and divided again and again. Over the last 1445 years the interpreters of Islam, the

learned ones, the Ulemas have interpreted and reinterpreted the single Islamic religion brought by Prophet Muhammad (saw) so differently that now we have a hundred religions which are often so much at odds with one another that we often fight and kill each other.

From being a single Ummah we have allowed ourselves to be divided into numerous sects, Mazhabs and Tarikats, each more concerned with claiming to be the true Islam than our oneness as the Islamic Ummah. We fail to notice that our detractors and enemies do not care whether we are true Muslims or not. To them we are all Muslims, followers of a religion and a Prophet (saw) whom they declare promotes terrorism, and we are all their sworn enemies. They will attack and kill us, invade our lands, bring down our Governments whether we are Sunnis or Shiahs, or whatever. And we aid and support them by attacking and weakening each other, and sometimes by doing their bidding, acting as their proxies to attack fellow Muslims. We try to bring down our Governments through violence, succeeding to weaken and impoverish our countries.

It is right time that we pause and re-think. But will this be wasting time? For well over three quarter a century we have fought over Palestine. What have we achieved? Nothing. We are worse off than before. If we had paused to re-think then we could have devised a plan, a strategy that can win us final victory. Pausing and thinking calmly is not a waste of time. We have a need to make a strategic retreat and to calmly assess our situation. We are actually very strong. 1.4 billion people cannot be simply wiped out. The Europeans killed 6 million Jews out of 12 million. But today the Jews rule this world by proxy. They get others to fight and die for them.

We may not be able to do that. We may not be able to unite all the 1.4 billion Muslims. We may not be able to get all the Muslim



By Bashir Nuckchady

Governments to act in concert. But even if we can get a third of the Ummah and a third of the Muslim states to act together, we can already do something. Remember that the Prophet did not have many followers when he went to Madinah. But he united the Ansars and the Muhajirins and eventually he became strong enough to defend Islam. Apart from the partial unity that we need, we must take stock of our assets - our numbers and our oil wealth. In today's world we wield a lot of political, economic and financial influence, enough to make up for our weakness in military terms.

Besides, the International institutions, of which we are members, should uphold its responsibility in preserving the safety of civilians caught in the focus of this war, which is an exhibition of barbarism and collective revenge, unsanctioned by any religion or logic, and deviation from the values of all religions, as well as 'international and customary' humanitarian laws and principles. The hope is that the international community will act decisively to halt this extensive bloodshed and its near and far-reaching threats, through a sincere and united effort. Hence, Religious Leaders worldwide must also unite in their call for resolution, as this conflict represents no religion, nation, or conscious people, but an extreme criminal impulse that can yield no benefits for humankind.

**Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction**



# Les finalistes du trophée FIFA The Best sont connus

Sans surprise, le trophée FIFA The Best du meilleur joueur du monde en 2023 sera décerné à Kylian Mbappé, Lionel Messi ou Erling Haaland. La FIFA a sélectionné les trois joueurs ayant terminé sur le podium du Ballon d'or.

Les trois joueurs figurant sur le podium du Ballon d'or se verront à nouveau inviter pour la cérémonie du trophée FIFA The Best pour élire le meilleur joueur du monde en 2023.

Lionel Messi, Kylian Mbappé et Erling Haaland ont été sélectionnés et sont donc les trois finalistes pour remporter ce nouveau titre individuel.

Un choix étonnant alors que la Coupe du monde 2022 n'est pas prise en compte dans ce choix. Selon la FIFA, la présence de Messi s'explique par son titre de champion de France de Ligue 1 avec le PSG, sa présence dans le XI type du championnat et le fait qu'il soit devenu le meilleur buteur de l'histoire des 5 grands championnats européens.

De son côté, Haaland fait office de grand favori après son triplé avec Manchester City, mais son coéquipier Rodri n'a lui pas été choisi. On retrouve bien Kylian Mbappé, élu meilleur joueur de la Ligue 1, meilleur buteur, et vainqueur du titre de champion de France.



## The Best : les trois joueuses finalistes sont connues

Les championnes du monde espagnoles Jenni Hermoso et Aitana Bonmati, et la Colombienne Linda Caicedo sont en concurrence pour le trophée The Best récompensant la meilleure joueuse du monde en 2023.

Trois joueuses ont été retenues pour peut-être avoir la chance de remporter

le prix The Best de la FIFA pour le titre de meilleure joueuse de l'année. Jenni Hermoso, championne du monde avec l'Espagne, qui a surtout fait parler d'elle pour l'affaire du baiser forcé par l'ex-président de la Fédération espagnole Luis Rubiales, faire partie des finalistes.

On retrouve également la récente

lauréate du Ballon d'or féminin Aitana Bonmati, vainqueur du triplé Liga-Coupe-Ligue des champions avec le FC Barcelone, en plus du Mondial avec l'Espagne, et la jeune Colombienne du Real Madrid Linda Caicedo.

La cérémonie de remise des prix aura lieu à Londres le 15 janvier 2024.



FIFA

## Varane libre de négocier avec un autre club dès janvier

À en croire les informations de 'The Athletic', Raphaël Varane pourrait finalement négocier avec un autre club dès janvier, son contrat avec MU expire en réalité à la fin de la saison.

Raphaël Varane pourrait négocier avec un autre club dès janvier, son contrat avec Manchester United expirant un an plus tôt que ce qui avait été annoncé.

Lorsque le défenseur central a rejoint Old Trafford en août 2021, MU avait annoncé qu'il avait signé jusqu'en juin 2025, mais a oublié de préciser que la dernière année était en réalité une option supplémentaire, qui n'a pas encore été levée.



Toutefois, les discussions sur son avenir devront avoir lieu dans les prochaines semaines, car le joueur de 30 ans pourrait déjà négocier avec d'autres clubs dès le mois de janvier.

Le club anglais pourrait alors choisir de vendre Varane dès cet hiver afin de récupérer quelques liquidités ou de le laisser partir gratuitement à la fin de la saison s'il souhaite économiser une année de son salaire, ce qui équivaut à environ 15 millions d'euros.

Le champion du monde 2018 a été l'un des meilleurs joueurs de MU lors de la première saison d'Erik ten Hag, mais il a perdu sa place de titulaire cette saison, ce qui a provoqué une certaine tension entre le joueur et l'entraîneur.

## L'UEFA dévoile l'équipe type de la 6e journée de Ligue des champions

Comme après chaque journée de Ligue des champions, l'UEFA a dévoilé les 11 joueurs ayant le plus ébloui l'Europe. Le sauveur du PSG Warren Zaïre-Emery et l'homme au doublé, Joselu, sont présents, sans surprise.

La phase de groupes de la Ligue des champions s'est officiellement terminée mercredi après une dernière soirée pleine de rebondissements, notamment dans le groupe où Dortmund et le Paris Saint-Germain ont obtenu leur billet pour les 8es de finale.

L'UEFA a fait des choix pour sélectionner les 11 joueurs qui ont le plus brillé parmi toutes

ces performances, et sans surprise, on retrouve l'excellent Frederik Rønnow dans les buts. Le gardien de l'Union Berlin a encaissé trois buts mais réalisé six parades impressionnantes, repoussant l'échéance de la défaite du club allemand jusque dans le temps additionnel.

Trois défenseurs ont été sélectionnés avec le Slovaque Denis Vavro, de Copenhague, élément essentiel du club danois dans le succès prestigieux face à Galatasaray (1-0), permettant à son équipe de se qualifier en 8es de finale. Son compère en défense, Kevin Diks, est aussi présent dans ce XI type. Le Brésilien Natan accompagne les deux joueurs de Copenhague.

Avec Naples, il a brillé contre Braga en délivrant une passe décisive et en empêchant les Portugais de déployer leur jeu offensif.

Parmi les 5 milieux sélectionnés, tous ont été décisifs en faisant trembler les filets : Kingsley Coman a offert un 5e succès en 6 matchs au Bayern à Manchester, même s'il s'est blessé. Sur pénalty, Przemysław Frankowski a lancé Lens vers la victoire contre Séville, en étant sérieux dans son jeu. Et que dire du Parisien Warren Zaïre-Emery qui a réalisé un match exceptionnel à Dortmund, inscrivant le but de la qualification au PSG pour couronner le tout.



## L'agent de Vincent Aboubakar sort du silence après sa mise à l'écart

Mis à l'écart par Besiktas en début de semaine, Vincent Aboubakar devrait bientôt retourner à l'entraînement avec le reste du groupe.

Lundi dernier, Vincent Aboubakar a été mis à l'écart par Besiktas, en même temps que quatre autres joueurs. Le motif ? «Mauvaises performances et d'incompatibilités au sein de l'équipe», selon un communiqué du club. La presse turque a alors affirmé que l'ancien joueur du FC Porto avait subi une greffe de cheveux qui l'empêcherait de jouer de la tête... Une information démentie par son agent.

Pini Zahavi a déclaré au journal 'AS' que la raison de la mise à l'écart du Camerounais n'est pas du tout due à une greffe de cheveux, cela «n'a pas de sens». Le célèbre agent a également assuré que son client continuerait à faire partie de l'équipe de Besiktas.

«C'est une grande invention. Aboubakar retournera à l'entraînement avec Besiktas. Les dirigeants lui ont déjà parlé et disent qu'il y a eu un malentendu et que le joueur continuera à jouer pour Besiktas», a expliqué l'agent d'Aboubakar.



## Aston Martin "n'aborde pas 2024 avec la gueule de bois de 2023"

La fin de saison discrète d'Aston Martin n'a pas entamé le moral des troupes à Silverstone pour se projeter sur 2024.

L'impression laissée par une deuxième partie de saison en régression n'est pas celle qui persiste dans les esprits chez Aston Martin, à l'heure de préparer 2024. Certes l'écurie anglaise a glissé au cinquième rang du championnat constructeurs après avoir un temps été la deuxième force du plateau, mais c'est le bilan d'ensemble qui a marqué les esprits.

C'est ce qu'assure Mike Krack, g a l v a n i s é également par le sursaut de son équipe lors des derniers Grands Prix de l'année. Une période précieuse pour comprendre le chemin à suivre avec la future monoplace.

«Nous n'abordons pas 2024 avec la gueule de bois de 2023», promet-il ainsi. «Bien au contraire. Cette saison, et particulièrement les derniers Grands Prix, a été très positive pour nous, avec des enseignements précieux qui seront transférés sur la voiture de 2024. Nous ne sommes pas en train de nous battre avec des doutes.»

«Nous avons compris la voiture à la fin de la saison, mais ce serait une erreur de dire que nous avons absolument tout compris de l'AMR23. Nous avons compris beaucoup de choses, nous savons ce que nous voulons faire pour 2024 et

la direction que nous devons prendre avec la voiture de l'an prochain, mais ça ne signifie pas obligatoirement que nous arriverons au premier Grand Prix à Bahreïn l'année prochaine pour nous battre pour la victoire.»



Que son écurie progresse, Mike Krack n'en doute absolument pas, mais il rappelle la loi de la concurrence qui règne en Formule 1 et la dépendance forcément relative au travail des autres écuries.

«Nous sommes confrontés à des concurrents redoutables, et le gros point d'interrogation pendant l'hiver est toujours de savoir quel genre de travail ont fourni les autres écuries. Il y a beaucoup de suspense. On se demande toujours si on en a fait assez. Quoi qu'il en soit, la boucle est toujours la même : si la voiture prend la piste et que nous n'en avons pas fait assez, alors nous devons travailler dur pour progresser. Et si nous en avons fait assez, alors nous devons travailler dur pour nous améliorer encore. C'est la seule recette qui fonctionne en Formule 1».

## Aramco devient sponsor titre d'Aston Martin en F1

Aston Martin a signé un nouvel accord sur cinq ans avec Aramco, qui devient son sponsor titre en Formule 1.

Déjà très fortement impliqué chez Aston Martin, Aramco deviendra en 2024 le sponsor titre de l'écurie anglaise en Formule 1, accolant ainsi son nom à celui de l'équipe dans sa dénomination officielle. La compagnie pétrolière publique saoudienne succède ainsi à Cognizant, multinationale américaine spécialisée dans l'informatique qui aura été le sponsor titre d'Aston Martin depuis 2021.

L'écurie et Aramco annoncent ce jeudi avoir signé un nouvel accord de partenariat sur cinq ans, jusque fin 2028, et le nom officiel choisi sera ainsi Aston Martin Aramco Formula One® Team. Cette collaboration comprend la volonté également de la société saoudienne de travailler avec Honda, futur motoriste de l'équipe dirigée par Lawrence Stroll, pour fournir ses carburants et lubrifiants à l'équipe à partir de 2026.

«Nous sommes très fiers de poursuivre et de renforcer notre partenariat fructueux avec Aramco», se réjouit Lawrence Stroll, propriétaire de l'équipe. «Nous entretenons déjà une relation stratégique importante et leur soutien en tant que sponsor titre pour les cinq prochaines années est une démonstration claire de



notre ambition commune.»

«Depuis 2022, ils ont joué un rôle essentiel dans le parcours d'Aston Martin en Formule 1, et leur contribution ne fera que s'accroître dans les années à venir. Nous travaillons ensemble sur plusieurs initiatives clés, dont le développement de carburants avancés

pour 2026, lorsque nous entamerons notre partenariat moteur avec Honda. L'expertise et les produits d'Aramco contribueront réellement à nos performances en piste et apporteront une valeur ajoutée significative dans de nombreux autres domaines de notre entreprise, particulièrement sur notre nouveau campus AMR Technology.»

Cinquième du championnat constructeurs en 2023, l'écurie Aston Martin continuera ces deux prochaines années d'utiliser l'unité de puissance fournie par Mercedes. Fernando Alonso et Lance Stroll seront une nouvelle fois les pilotes de l'équipe en 2024.

Aramco est très impliqué en Formule 1, dont l'entreprise est également un partenaire avec une présence visible sur de nombreux circuits, et ses investissements correspondent à l'influence grandissante de l'Arabie saoudite dans le sport depuis quelques années. La discipline reine se rend notamment sur le circuit urbain de Djeddah depuis fin 2021.

## Le nouveau PDG balaie les derniers doutes : "Audi entrera en F1"

Par quelques mots néanmoins très attendus, le nouveau PDG d'Audi a réaffirmé l'engagement de la marque pour son arrivée en Formule 1.

Les doutes qui ont pu apparaître autour du projet d'Audi en Formule 1 continuent de se dissiper et cette fois, la parole est venue de très haut. Nouveau PDG de la marque aux anneaux, Gernot Döllner a lui-même confirmé que le plan établi suivait son cours et qu'il n'était pas question de remettre en cause l'arrivée du constructeur en allemand dans la discipline reine, effective en 2026.

«Il y a une décision claire du directoire, des conseils de surveillance d'Audi et de Volkswagen, selon laquelle Audi entrera en Formule 1 en 2026», a-t-il rappelé dans les colonnes du média allemand Handelsblatt. «Le projet est en place.»



Quelques mots mais beaucoup de clarté, à travers une prise de parole qui était attendue. Celle-ci n'était toutefois pas possible plus tôt, en raison de directives données par le groupe Volkswagen. En effet, celles-ci interdisent à tout nouveau PDG d'une marque de s'exprimer publiquement lors des 100 premiers jours suivant sa prise de fonction. Or, Gernot Döllner a succédé le 1er septembre à Markus Duesmann. Ce dernier avait beaucoup fait pour pousser le projet Audi en F1, et le silence créé par la situation a largement contribué à faire naître les rumeurs et les doutes autour de la suite.

Audi continue donc bel et bien de plancher sur son arrivée en Formule 1, qui se fera via l'écurie Sauber. Cette dernière doit encore annoncer son nouveau nom pour les deux saisons à venir, à la suite du départ d'Alfa Romeo, car la présence d'Audi ne sera en aucun cas visible avant 2026. Parallèlement, la marque mène un gros travail dans son usine de Neubourg-sur-le-Danube, qui a été modernisée pour y concevoir la future unité de puissance allemande. Un recrutement a également été initié.

## Alpine : "On ose des choses qu'on n'osait pas auparavant"

Bruno Famin voit l'équipe Alpine enhardie à la suite de la restructuration qui a eu lieu cette année.

Sur le papier, la saison 2023 d'Alpine a été plutôt médiocre. La structure d'Enstone n'a marqué que 120 points en 22 Grands Prix, contre 155 puis 173 lors des deux saisons précédentes ; de plus, son année a été marquée par une instabilité remarquable dans l'équipe dirigeante. Le PDG Laurent Rossi, le directeur d'équipe Otmar Szafnauer et le directeur sportif Alan Permane ont été écartés de leurs responsabilités à l'été, tandis que le directeur technique Pat Fry a pour sa part choisi de rejoindre Williams.

Directeur d'équipe par intérim depuis lors, Bruno Famin est présent dans l'écurie depuis près de deux ans désormais puisqu'il était arrivé à la tête du département moteur en février 2022. La sixième place obtenue au championnat des constructeurs ne le satisfait évidemment pas, mais le technicien français voit du positif dans la situation actuelle, notamment au niveau de l'état d'esprit.

«La vérité est que nous ne sommes pas là où nous voulions être, assurément. C'est très clair», reconnaît Famin. «Mais je pense qu'avec les changements que nous avons faits à la mi-saison, nous avons libéré du potentiel dans le personnel : je pense que



les gens sont bien plus libres de faire des propositions, des améliorations. C'est particulièrement vrai côté piste, où j'ai immédiatement vu un changement d'état d'esprit. Par exemple, nous avons promu Rob Cherry [team manager, ndlr] et Jason Milligan [mécanicien en chef], ils font du très bon travail pour proposer des améliorations, pour assurer que leurs hommes proposent aussi des choses.»

«Je pense que tout ce potentiel était un peu enfermé jusqu'à fin juillet. C'est vrai pour le garage, c'est aussi vrai pour l'ingénierie piste, c'est vrai pour la stratégie, et nous osons des choses que nous n'osions pas auparavant.» Il précise : «Je pense qu'il faut toucher à tout. Personne n'osait. Je ne sais pas pourquoi, je ne suis pas psychologue, je ne veux pas entrer dans les détails à ce sujet.»

«Nous produisons plus de pièces, nous utilisons davantage le potentiel de la voiture, nous en avons tiré davantage. Et je suis très content de cet état d'esprit. Bien sûr, la voiture n'est toujours pas celle que nous aimerions. Mais nous avons marqué plus de points par course en seconde moitié de saison que lors de la première [4,08 puis 6,10 points par course, sprints non compris, ndlr], et nous devons continuer à travailler dur pour accélérer cette lancée.»

Premier League

Liverpool vs Man Utd

# Les Diables Rouges dans la gueule du loup à Anfield

**Liverpool jouera contre Manchester United, qui se déplace pour l'occasion, lors de cet affrontement de Premier League qui aura lieu dimanche.**

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Anfield (Liverpool) sera donné le dimanche 17 décembre 2023 à 17h3. Avant la rencontre, Liverpool est classé à la 1ère place du Championnat d'Angleterre et Manchester United à la 6ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 193 fois depuis 1906, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Liverpool le dimanche 5 mars 2023 (Championnat d'Angleterre - 26e journée : 7-0).

Suite à sa défaite 2-1 contre l'Union Saint-Gilloise en Ligue Europa, lors de sa précédente confrontation, Liverpool essaiera de sortir vainqueur cette fois-ci.

Lors du match précédent, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 69% et 4 tirs au but dont 3 cadrés. Jarell Quansah (40') a été le buteur pour Liverpool. En face, l'Union Saint-Gilloise, a eu 15 tentatives de tir au but dont 6 cadrés. Mohamed El Amine Amoura (32') et Cameron Puertas (43') a marqué pour l'Union Saint-Gilloise.

Récemment, les rencontres auxquelles a participé Liverpool ont tendance à être captivantes. Ces dernières ont répondu aux attentes, à savoir un nombre élevé de buts. Rien qu'au cours des 6 derniers affrontements de Liverpool, les deux équipes ont inscrit un total de 21 buts (avec une moyenne de 3.5 par match) dont 14 de ceux-ci sont à créditer à Liverpool. Avant ce match, Liverpool n'a connu aucun échec lors de ses 19 matchs précédents de championnat à domicile. Une superbe série.

Après sa défaite lors de son dernier face-à-face contre le Bayern Munich en Champions League, Manchester United espère réaliser une bien meilleure prestation cette fois-ci.

Lors du match précédent, Manchester United avait enregistré un taux de possession de balle de 41% et 5 tirs au but dont 1 cadré. En face, le Bayern Munich, a obtenu 10 tirs au but dont 3 cadrés. Kingsley Coman (70') a inscrit un but pour le Bayern Munich.

En se basant sur les statistiques, on s'aperçoit que a encaissé lors de 5 de ses 6 derniers matchs, en ayant concédé 9 buts

au total. Défensivement, Manchester United doit clairement s'améliorer. Toutefois, cette règle ne va peut-être pas se vérifier lors de ce rendez-vous.

Avant de se lancer dans cette confrontation, Manchester United n'a engrangé aucune victoire contre Liverpool lors des 7 affrontements précédents de championnat disputés à l'extérieur. L'équipe a certainement envie de mettre fin à cette mauvaise série.

Si on examine leurs rencontres passées, en remontant jusqu'au 24/01/2021, on se rend compte que Liverpool a gagné 4 fois au cours de ces matchs, Manchester United a enregistré 2 succès et le nombre de duels où les deux équipes ont partagé l'enjeu était de 0.

Il y a eu également beaucoup de buts inscrits lors de ces matchs avec 30 au total, ce qui représente une moyenne de 5 buts par rencontre.

En championnat, la dernière rencontre entre ces deux clubs a eu lieu lors de la 26ème journée de Premier League le 05/03/2023. À la fin du match, le marquoir affichait Liverpool 7-0 Manchester United.

Lors de ce duel, Liverpool avait enregistré un taux de possession de balle de 60% et 18 tentatives de tir au but avec 8 cadrés. Les buts ont été inscrits par Cody Gakpo (43', 50'), Darwin Núñez (47', 75'), Mohamed Salah (66', 83') et Roberto Firmino (88').

Gravenberch, Wataru Endo, Mohamed Salah, Darwin Núñez et Luis Díaz.

Il y a de grandes chances que Manchester United décide de commencer le match avec un schéma tactique en 4-2-3-1 et choisisse d'aligner Andre Onana, Diogo Dalot, Harry Maguire, Luke Shaw, Sergio Reguilón, Scott McTominay, Sofyan Amrabat, A.

Matheus dos, Mason Mount, Alejandro Garnacho et Rasmus Højlund.



De l'autre côté, Manchester United avait eu 8 tentatives de tir au but avec 4 cadrés.

L'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, ne pourra pas faire monter au jeu Alexis Mac Allister, Stefan Bajcetic, Diogo Jota, Andrew Robertson, Thiago et Joel Matip.

Pour ce duel, on prévoit que Liverpool choisisse d'utiliser un système de jeu en 4-3-3 et débute la rencontre avec Alisson, T. Alexander-Arnold, Jarell Quansah, Virgil Van Dijk, K. Tsimikas, Dominik Szoboszlai, Ryan